

Merkel: «Un large consensus entre la France et l'Allemagne»

À Tallinn, les dirigeants européens ont débattu hier soir de l'avenir de l'Union européenne dans le sillage du discours volontariste d'Emmanuel Macron. Une «bonne base», selon la chancelière Angela Merkel.

FRÉDÉRIC ROHART

Il est trop tôt pour dire si le discours d'Emmanuel Macron sur l'Europe ajoutera une perle au chapelet des petites phrases que retient l'Histoire. Si oui, ce pourrait être celle-ci, directement adressée aux autres dirigeants européens: «Regardez notre époque, regardez-la en face et vous verrez que vous n'avez pas le choix». Pas d'autre option que de lancer rapidement un grand chantier de réforme de l'Union. Dans le château de Kadriorg, ancienne résidence de tsars russes à Tallinn, les chefs d'État et de gouvernement ont débattu hier soir du chantier en question. Et si enthousiasme il y a eu – le Premier ministre belge Charles Michel est particulièrement emballé –, il n'était pas partagé par tous. Ainsi, le Danois Lars Lokke Rasmussen qualifiait-il juste avant la réunion le discours du Français de «verbeux». Il a appelé à «faire attention à ne pas construire toutes sortes d'ajouts à l'UE» et estimé que l'Europe n'a pas besoin de réforme institutionnelle.

«Une bonne base»

Le Danemark n'est pas connu pour être le plus engagé des États membres, et la réponse que tout le monde scrutait était avant tout celle d'Angela Merkel, sortie affaiblie des

élections législatives de dimanche et en passe de former un gouvernement avec le parti libéral allemand, ouvertement hostile aux idées de Macron sur l'intégration de la zone euro. Il existe «un large consensus entre l'Allemagne et la France» sur l'avenir de l'Europe, a déclaré la Chancelière allemande. «Toutefois nous devons naturellement parler encore des détails. Mais je suis fermement convaincue que l'Europe ne peut pas en rester là», a argué Angela Merkel. «Je vois de toute façon dans le discours du président une bonne base afin de continuer à travailler de façon intensive entre l'Allemagne et la France», a insisté la Chancelière, ajoutant qu'elle voyait «de façon positive les initiatives en direction d'une Europe de la Défense et aussi d'une Europe dans laquelle nous gérons ensemble la question de la politique migratoire».

Berlin est par ailleurs prudent sur les formes que pourrait prendre une Europe «à plusieurs vitesses», dont certains craignent qu'elle puisse mener à de nouveaux démembrements dans un contexte de décrochage politique de Varsovie et Budapest. Le président de la Commission Jean-Claude Juncker avait lui-même insisté sur le fait que sa préférence allait à «vingt-sept États qui agissent ensemble et qui avancent ensemble».

Avant le sommet, Emmanuel Macron s'était entretenu de ses propositions en tête à tête avec Angela Merkel, a communiqué l'Agence France Presse. Dans son discours, le président français lui avait proposé un «partenariat nouveau». Et plaidé pour une intégration «totale» des

marchés français et allemand «en appliquant les mêmes règles à nos entreprises, du droit des affaires au droit des faillites». Paris et Berlin pourraient aussi lancer ensemble une «Agence de l'innovation de rupture» et un programme commun d'intelligence artificielle pour «faire de l'Europe le moteur de la croissance mondiale», a avancé le chef d'État français.

Plusieurs vitesses

Lors de son discours de la Sorbonne, mardi, Emmanuel Macron a défendu une Europe à plusieurs vitesses, dans laquelle un groupe de pays volontaires autour d'un tandem franco-allemand ambitieux tracerait la voie de l'intégration, laissant dans certains cas aux autres le choix de la suivre ou non. À l'ensemble de l'Union, il demande un saut fédéraliste, par la création d'une circonscription électorale unique, notamment.

Le grand absent de ce sommet, qui se poursuit ce vendredi, est le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, qui a préféré rester à Madrid en raison du contexte tendu à l'approche du référendum illégal qu'organisent les autorités catalanes ce week-end (lire ci-contre). A contrario, la Première ministre britannique Theresa May a été invitée au dîner, alors qu'elle n'avait pas pris part aux précédentes discussions informelles sur l'avenir de l'Union, à Bratislava, La Vallette et Rome. Lors d'un discours à Florence la semaine dernière, elle avait donné «une nouvelle dynamique», jugée constructive, aux négociations sur le Brexit.